

# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 136 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre-et-Miquelon

#### Synthèse

#### La conjoncture internationale et nationale

#### Détérioration de la croissance mondiale et hausse de l'inflation

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène - engendré par la correction de la bulle immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des subprimes - s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité consécutive à la raréfaction des offres de crédits et des prêts interbancaires. L'aggravation de la crise financière s'est ensuite répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (0,7% en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (-0,3% en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991²), alors que celle-ci représente en moyenne 70% de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contreperformances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9% en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2% au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1%. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté³ ont contribué à l'appréciation de la devise américaine⁴ au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (-0,1% après -0,9%) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements<sup>5</sup>. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1% en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (-0,2% sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (-0,5%, après -0,4%) et l'Espagne est en repli (-0,2% contre 0,1% au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3ème trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7%. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6% en septembre 2008, il était de 2,1% un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25% mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et novembre, le ramenant à 3,25%, soit son niveau d'octobre 2006.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis novembre) son taux directeur de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0%.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le Baril de pétrole (Light Sweet Crude Oil) a atteint un pic à 146,65 USD lors de la séance du 11 juillet sur le NYMEX. Il s'élevait à 141,40 USD le 1<sup>er</sup> juillet (en clôture) et à 102,27 USD le 30 septembre (en clôture).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> -0,8% contre +0,3% au second trimestre, en rythme trimestriel.

<sup>3</sup> Les investisseurs, tels les hedge funds, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leurs engagements, ils deviennent demandeurs de dollars.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Appréciation de 9% du dollar par rapport à l'euro entre le 1er juillet et le 30 septembre.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Bien que les conditions d'obtention de crédits se soient moins durcies que dans d'autres économies avancées.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1% en volume après un deuxième trimestre négatif (-0,3%). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises ; l'investissement des ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au trimestre précédent, le solde extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (-6,250 milliards d'€). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1%) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3% en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1%, contre 2,4% au trimestre précédent, soit +9,0% en rythme annualisé après 10,1% le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au repli de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux des prêts interbancaires à un an à 6,6% et celui des dépôts à un an à 3,6%.

Le PIB réel de l'**économie canadienne** a légèrement augmenté (+0,1%) au deuxième trimestre 2008 - contre un fléchissement de 0,2 % au premier trimestre - grâce à une croissance de la demande finale supérieure à celle du PIB, la demande étrangère de biens et services enregistrant, de son côté, un repli pour un quatrième trimestre consécutif. Les mois de juin et juillet ont connu des évolutions positives, respectivement +0,1% et +0,7%, alors que le mois d'août s'est inscrit en repli de 0,3% neutralisant partiellement la progression de juillet. A fin août, le PIB réel s'élevait à 1 232,3 milliards de dollars canadiens, en hausse de 0,6% en glissement annuel. Parmi les baisses constatées en août, le secteur du commerce de gros enregistre la dégradation la plus significative (-3,1%), suivi des secteurs de la fabrication (-1,1%) et de l'énergie (-0,5%) alors que ces secteurs avaient le plus contribué à la croissance du second trimestre et de juillet. Le secteur du transport, très soumis aux variations du commerce et de la fabrication, a subi les contrecoups desdits secteurs avec un recul de 0,6%. En revanche, les secteurs de l'hébergement et de la restauration (0,8%), de l'agriculture (0,3%) ainsi que le secteur public (0,1%) résistent mieux.

A 37,3 milliards de dollars canadiens à fin août, les importations de biens et services se sont repliées de 5,8% sur un mois, principalement sous l'effet de la diminution des importations d'énergie (-24,9%) et de produits de l'automobile (-14,2%), mais ont progressé de 8,5% sur un an. Ce fléchissement mensuel est le plus important depuis décembre 1991. A 43,1 milliards de dollars canadiens à fin août, les exportations de biens et services suivent la même évolution que les importations, soit un repli mensuel de 1,6% mais une progression de 12,5% sur un an, les secteurs déficitaires étant semblables : produits énergétiques (-9,7%) et produits automobiles (-2,6%). Au 31 août, la balance commerciale affichait un excédent de 5,8 milliards de dollars canadiens, en hausse de 38,1% sur un mois et de 48,7% sur un an, grâce à l'excédent des mois de juillet (8,4 Mds) et août (8,6 Mds) vis-à-vis des Etats-Unis, et à la réduction du déficit canadien vis-à-vis de l'Union européenne et du Japon (2,8 Mds en août contre 4,2 Mds en juillet).

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est élevé à 115,7 en septembre (base 100 en 2002). En un an, les consommateurs ont payé 3,4% de plus pour les biens et services du panier de l'IPC. Ce renchérissement est principalement alimenté par la hausse des prix de l'énergie (+26,5%), des aliments (+5,6%) et des transports (+ 3,4%). Sur une base mensuelle, l'IPC enregistre une légère hausse (+0,2%) par rapport à août en raison de l'explosion des prix des produits alimentaires à base de céréales (+15,5%).

Le taux de chômage désaisonnalisé s'est stabilisé à 6,1% en septembre (comme en août) ; il progresse de 0,2% sur un an.

Au deuxième trimestre 2008, les investissements des entreprises sont restés importants malgré un repli de 0,3% sur le trimestre. Ils enregistrent cependant une hausse de 6,6% sur un an. Fin août, la demande intérieure des ménages en biens et services s'est contractée de 0,3% par rapport à fin mai (+4,1% sur un an).

Symbole du renouveau de la province de Terre-Neuve-et-Labrador, l'industrie pétrolière est en plein boom (+9,1% en 2007). Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne connaît la 3ème plus forte progression mensuelle sur l'ensemble des provinces en août 2008 (+1,6%) derrière la Colombie Britannique et Manitoba, deux régions pétrolifères. Fin août 2008, la demande intérieure y était soutenue, le commerce de détail s'élevant à 599,2 millions de dollars canadiens (+8,9% en glissement annuel). Le taux de chômage désaisonnalisé de la province (13,3%) restait nettement supérieur au taux national de 6,1%, s'inscrivant en recul de 0,5% sur un mois et de 0,2% sur un an. Enfin, l'IPC de la province s'élevait à 116,2 fin septembre (base 100 en décembre 2002), en augmentation de 4,6 % sur un an.

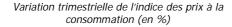
#### La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miguelon

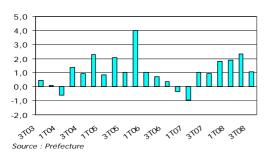
L'embellie amorcée au deuxième trimestre, avec notamment la reprise progressive des activités saisonnières (BTP, agriculture et pêche), s'est poursuivie au troisième trimestre. En dépit d'une évolution défavorable de l'indice des prix à la consommation et d'une baisse des résultats de la pêche artisanale, la conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon demeure relativement bien orientée. Probablement épargnée en raison de son exiguïté, l'économie locale - qui vit depuis plusieurs années une situation déjà particulièrement difficile - ne semble heureusement pas impactée par la crise financière mondiale.

Plusieurs indicateurs sont satisfaisants : diminution du déficit de la balance commerciale, maintien de l'embellie du marché de l'emploi, maintien de la progression du trafic aéroportuaire et maritime.

La situation des ménages est toutefois contrastée : les importations de produits alimentaires sont en repli alors que les crédits à la consommation poursuivent leur croissance, les crédits à l'habitat enregistrent une légère progression et les indicateurs de vulnérabilité, quoique légèrement dégradés, demeurent faibles. La situation financière des entreprises est également en demi-teinte avec une progression modérée des crédits à l'équipement et un recul des crédits d'exploitation.

#### Evolution défavorable des prix à la consommation





Au 30 septembre 2008, l'**indice des prix à la consommation** des ménages progresse de 1,05 % (+ 1,06 % hors tabac) par rapport au 30 juin 2008. Ainsi, l'inflation accélère pour atteindre + 7,30 % en glissement annuel (+ 0,65 % en septembre 2007) et + 5,80 % en moyenne annuelle (+ 0,60 % en septembre 2007).

Cette évolution défavorable est imputable au renchérissement du secteur des Services (+ 3,01 % sur le trimestre) : les postes « Transports aériens – longue distance », « Entretien et réparation de véhicules » et « Services de santé » progressent respectivement de 10,42 %, 4,53 % et 2,79 %. A l'inverse des deux premiers

trimestres, le secteur de l'Alimentation enregistre une hausse plus modérée (+ 0,36 %) : les postes « Laits et œufs » et « produits à base de céréales » progressent de 2,79 % et 2,31 %, les postes « Volailles » et « Fruits et légumes frais » reculant de 0,91 % et 0,74%. L'évolution défavorable de l'IPC est également imputable au renchérissement des Produits manufacturés (+ 0,61 % ; + 0,59 % hors tabac) : les plus fortes hausses concernent l'« Horlogerie, bijouterie et maroquinerie » (+ 3,43 %) et les « articles de papeterie, livres et journaux » (+ 3,16 %).

#### Diminution du déficit de la balance commerciale

Les **importations** (mouvements d'entrepôts inclus) s'élèvent à 10,220 millions d'euros, en progression de 6,6 % par rapport au précédent trimestre, mais en repli de 23,3 % sur un an. Quelques 8 097 tonnes de produits ont été importées (+ 42 % par rapport au deuxième trimestre, mais - 23,4 % en glissement annuel). Les importations de produits pétroliers progressent tant en valeur (105,3 % par rapport au deuxième trimestre et 40,7 % sur un an) qu'en volume (93,2 % par rapport au deuxième trimestre et 4,2 % sur un an). Les importations de produits alimentaires et manufacturés enregistrent des tendances baissières en valeur : respectivement - 8,1 % par rapport au précédent trimestre (- 40,1 % sur un an) et - 20 % (- 37,8 % sur un an).

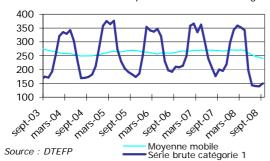
Après une forte chute au deuxième trimestre, les **exportations** (mouvements d'entrepôts inclus) progressent tant en valeur (1,375 millions d'euros, soit + 28,4 % sur un trimestre mais - 7,8 % sur un an) qu'en volume (420 tonnes, soit + 82,6% sur un trimestre mais - 10,4 % sur un an).

La **balance commerciale** s'améliore même si elle accuse un déficit de 8,845 millions d'euros au troisième trimestre, en repli de 25,3 % sur un an mais en légère hausse de 3,9 % sur le trimestre. Depuis le début de l'année, le déficit commercial s'élève à 34,365 millions d'euros (- 17,8 % en glissement annuel). A noter que, pour la première fois depuis novembre 2000, le mois d'août a enregistré un excédent commercial.

Enfin, le **taux de couverture** du troisième trimestre (rapport entre les exportations cumulées et les importations cumulées en valeur) s'établit à 13,5 % (contre 11,2 % pour le deuxième trimestre).

#### Maintien de l'embellie du marché de l'emploi

Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois catégorie 1

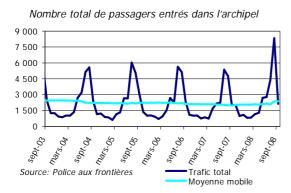


Fin septembre 2008, le **marché du travail** comptait 195 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues et 150 en catégorie 1 (recherche d'un CDI à temps plein), soit respectivement 8 (+ 4,3 %) et 7 (+ 4,9 %) demandes de plus par rapport à juin 2008. Sur un an, le marché de l'emploi s'améliore avec respectivement 62 (-24,1 %) et 50 (-25 %) demandes en moins. Le troisième trimestre confirme l'embellie du précédent trimestre, liée à l'embauche notamment dans les secteurs du BTP et de la pêche (Miquelon). En septembre, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés était de 122 (contre 111 en

juin et 329 en mars). Sur les 78 demandes d'emploi (toutes catégories confondues) enregistrées au troisième trimestre, 17 offres de catégorie 1 (contrat supérieur à 6 mois) ont été pourvues par l'ANPE.

En septembre, quelques 30 personnes ont bénéficié de l'allocation RMI (contre 33 en juin et 32 en mars). Au total, 50 personnes (ayants droit et bénéficiaires directs) étaient ainsi prises en charge. Le montant total des prestations versées sur le trimestre s'élevait à 41 297 euros, en recul de 11,2 % par rapport au deuxième trimestre (+ 5,4 % sur un an). En septembre, le montant moyen de l'allocation RMI par bénéficiaire était de 459,6 euros.

# Maintien de la progression du trafic aéroportuaire et maritime



Au troisième trimestre, le nombre de passagers entrés dans l'archipel - 14 850 personnes -, trafic aérien et trafic maritime confondus, a progressé de 118,4 % par rapport au précédent trimestre. Cette évolution positive est liée au passage de nombreux croisiéristes, notamment canadiens et américains. Sur un an, la fréquentation de l'archipel a enregistré une progression de 22,2 %, plus haut niveau depuis l'été 2002. Les passagers entrés sur le territoire se répartissent de la manière suivante : 25,9 % par voie aérienne et 74,1% par voie maritime. Les passagers étrangers représentent 61,3 % du trafic total.

Au cours du trimestre, le **trafic aérien** a représenté 25,9 % du trafic total. Avec 3 844 passagers, il affiche des résultats en progression de 14,8 % sur le trimestre mais en repli de 2,7 % sur un an. Les passagers étrangers représentent 12,6 % de ce trafic.

Le **trafic maritime**, consolidé par l'arrivée des paquebots de croisière (3), représente 74,1 % du trafic total de passagers. Dans le sillage du précédent trimestre, le troisième trimestre enregistre une forte croissance (+ 218,9 %). Avec 11 006 croisiéristes (dont 78,3 % de nationalité étrangère), la progression est de 34,2 % sur un an.

Au troisième trimestre, la **fréquentation de l'aéroport Saint-Pierre-Pointe Blanche** a progressé de 8,3 % (- 4,4 % sur un an). Quelques 8 537 mouvements de passagers (cumul des entrées et des sorties du territoire + trafic inter-îles) ont été enregistrés.

Les **mouvements d'avions** - commerciaux (transports de passagers) et non commerciaux (avions privés) - ont affiché un repli de 1,9 % sur le trimestre et de 7,1 % sur un an. Depuis le début de l'année, les services de l'aviation civile ont comptabilisé 1 844 mouvements d'avions (- 9,6 % sur un an).

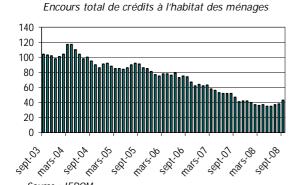
Fin juin 2008, **239 mouvements de navires** - navires de commerce (41,9 %), navires de pêche (12,1 %) et bateaux de plaisance (46 %) - étaient enregistrés au port de Saint-Pierre, en progression de 188 % sur un trimestre et de 10,6 % sur un an. Le **nombre d'heures de travail des dockers** s'élevait à 1 930, en recul de 25 % sur le trimestre et de 1,1 % sur un an. Enfin, le **fret maritime** - qui intègre le total des importations (sauf produits pétroliers), des exportations et des mouvements d'entrepôts - atteignait 2 942 tonnes, en repli de 52,1 % sur le trimestre et de 39,7 % sur un an.

#### Diminution des résultats de la pêche artisanale

A fin septembre 2008, les captures de la **pêche artisanale** s'élèvent à 1 239 tonnes (dont 279 tonnes de morue), en recul de 11,2 % sur un an (1 396 tonnes à fin septembre 2007). Les captures réalisées au cours du trimestre s'élevaient à 743 tonnes, en repli de 16,2 % par rapport à celles du troisième trimestre 2007. Les captures sont toutes réalisées dans la zone du 3PS, à l'intérieur des eaux sous juridiction française et canadienne. La saison de pêche artisanale dépend des quotas attribués, mais également des conditions météorologiques, la flotte artisanale cessant traditionnellement son activité pendant la période hivernale. Chaque saison commence le 1<sup>er</sup> avril et s'achève fin novembre. La pêche industrielle prend alors le relais. A noter que lors de la 14<sup>e</sup> réunion du Conseil consultatif des pêches franco-canadien qui s'est tenue à Paris en mars 2008, les quotas de la saison 2007/2008 ont été maintenus pour la saison 2008/2009. Le TAC de morue de l'archipel s'élève donc à 15,6 % de 13 000 tonnes, soit 2 028 tonnes dont 608,4 tonnes pour la pêche artisanale.

Le bilan de la campagne de **pêche industrielle** 2007/2008 (clos le 31 mars) s'établit à 1 925 tonnes de produits bruts débarquées dans les ports de Saint-Pierre et de Miquelon, soit une progression de 4,4 % par rapport à la saison 2006/2007. L'armement du *Cap Fortune* - affrété par l'usine locale de transformation, la société *Interpêche* - démarre la saison en octobre et poursuit son activité jusqu'à épuisement des quotas. Le TAC 2007/2008 de morue pour la pêche industrielle représentait 1 419,6 tonnes. Conformément aux décisions de la réunion du Conseil consultatif des pêches franco-canadien de mars 2008, le TAC de morue pour la pêche industrielle représente 1 419,6 tonnes.

#### Situation des ménages contrastée



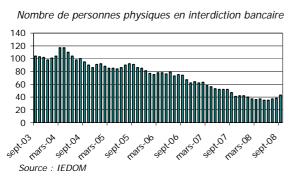
Les indicateurs de consommation des ménages sont mitigés. Au troisième trimestre 2008, les importations de produits alimentaires en valeur ont diminué de 8,1 % et de 40,1 % sur un an, confirmant un ralentissement de la demande intérieure - lié, en partie, aux problèmes d'approvisionnement qu'a connu l'archipel -. Quelques 920 tonnes de produits alimentaires ont été importées, en recul de 15,1 % sur le trimestre et de 52,0 % sur un an.

Fin septembre, les crédits à la consommation consentis par les établissements de crédit locaux

s'élevaient à 9,903 millions d'euros, en progression de 5,9 % sur le trimestre et de 18,5 % sur un an. Par ailleurs, les services de la Préfecture ont immatriculé 54 nouveaux véhicules de particuliers au cours du trimestre, en recul de 31,6 % par rapport au deuxième trimestre et de 21,7% en glissement annuel.

Fin septembre, **les indicateurs d'investissement des ménages** étaient en légère progression. Les crédits à l'habitat (57,703 millions d'euros) consentis par les établissements de crédit locaux augmentent de 0,4 % sur le trimestre et de 5,1 % sur un an.

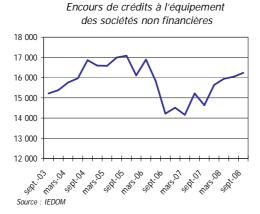
Enfin, 29 permis de construire (8 permis de résidences principales, secondaires et extensions et 21 de surélévations, tambours, garages et autres) ont été délivrés, en repli de 25,6 % par rapport au deuxième trimestre et de 3,3 % sur un an.



Les **indicateurs de vulnérabilité** des ménages demeurent faibles, quoiqu'en légère dégradation. Le Fichier central des chèques (FCC) a enregistré 67 incidents de paiement sur chèques au cours du troisième trimestre, soit 27 incidents de plus (+ 148,1 % sur un an). Depuis le début de l'année 2008, aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement. Fin septembre, seules 43 personnes physiques étaient en interdiction bancaire, en hausse de 22,86 % par rapport à juin (35 interdictions). Enfin, les décisions de retrait de

cartes bancaires sont en nette augmentation : 18 au troisième trimestre contre 7 au deuxième.

#### Situation financière des entreprises en demi-teinte



Globalement, les indicateurs des **concours financiers aux entreprises** sont contrastés.

Fin septembre 2008, l'encours total sain des crédits consentis par les établissements de crédit locaux (31,994 millions d'euros) est en repli de 3,1 % par rapport au précédent trimestre mais en progression de 10,5 % sur un an : l'encours des crédits à l'équipement (16,237 millions d'euros) enregistre une croissance de 1,2 % par rapport à fin juin et de 10,9 % sur un an. Pour leur part, les crédits d'exploitation (18,736 millions d'euros) reculent de 5,3 % sur le trimestre mais progressent de 6 % sur un an.

Au troisième trimestre 2008, les services de la Préfecture ont immatriculé 28 véhicules utilitaires (camionnettes + camions + véhicules spéciaux), soit 2 de plus qu'à fin juin. Enfin, fin septembre 2008, l'archipel ne comptait que 4 personnes morales en interdiction bancaire, soit une de moins qu'en juin.

_		_	
Con	ioneturo	ácanami	al la
CUII	ioi ictui e	économi	uue

**Annexes statistiques** 

Note	méthod	<i>lologique</i>

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin trimestriel de conjoncture :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (Services déconcentrés de l'Etat, etc.) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages, etc.) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.

Les indicateurs quantitatifs sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries sont présentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant alors effectué à l'aide de moyennes mobiles. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

À partir du bulletin trimestriel de conjoncture N° 122, il y a eu une modification dans <u>l'agrégation des crédits</u>. Les informations relatives aux entreprises individuelles ont été ventilées entre les ménages et les entreprises :

- pour les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat, elles ont été rattachées aux ménages,
- pour les autres crédits, elles ont été prises en compte au titre de l'activité économique et, donc, classées avec les entreprises.

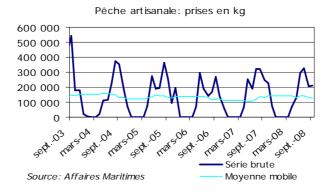
Dès lors, les séries relatives aux crédits ne sont plus dans la continuité des précédents numéros.

# Sommaire des annexes statistiques

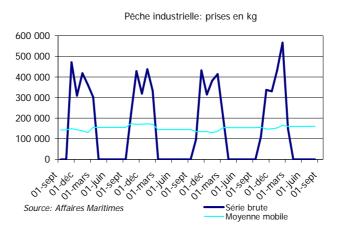
1. Les secteurs d'activités	
1.1 La pêche artisanale	p.12
1.2 La pêche industrielle	p.12
1.3 Les autres industries	p.13
1.4 Le trafic aéroportuaire	p.14
1.5 Le trafic portuaire	p.14
1.6 Le tourisme	p.15
2. Les entreprises	
2.1 L'investissement	p.17
2.2 Les conditions de financement	p.17
2.3 Les indicateurs de vulnérabilité	p.17
3. Les ménages	
3.1 L'évolution de la consommation	p.19
3.2 Le financement de la consommation	p.19
3.3 L'investissement immobilier	p.19
3.4 La vulnérabilité de la trésorerie	p.20
4. Sélection d'indicateurs macro-économiques	
4.1 Marché de l'emploi, RMI	p.22
4.2 Indice des prix à la consommation	p.22
4.3 Salaires	p.22
4.4 Commerce extérieur	p.23
4.5 Energie	p.23

I. Les secteurs d'activité

### 1.1 La pêche artisanale



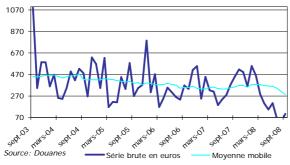
#### 1.2 La pêche industrielle



#### 1.3 Les autres industries

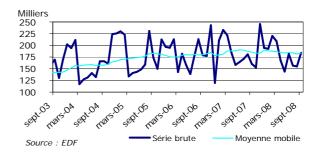
#### Importations de produits bruts

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



#### Electricité livrée aux industries

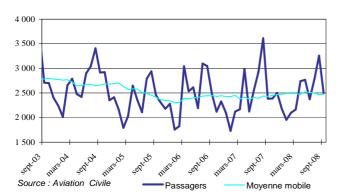
(données mensuelles en KWh)



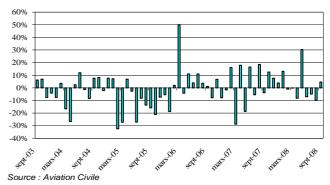
### 1.4 Le trafic aéroportuaire

### Trafic de passagers à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche

Données mensuelles brutes

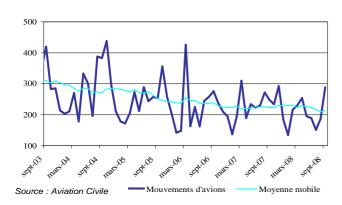


Variations mensuelles brutes en glissement annuel



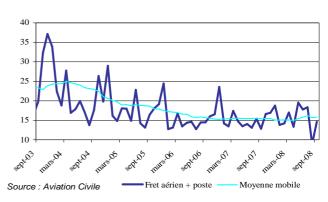
# Mouvements d'avions à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche

(données mensuelles brutes)



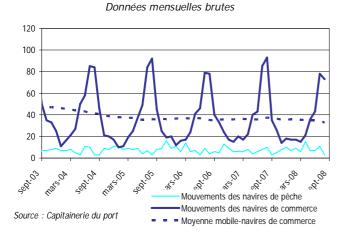
# Fret et envois postaux

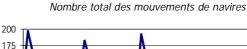
(données mensuelles brutes en tonnes)

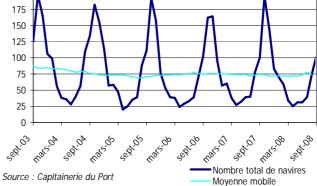


# 1.5 Le trafic portuaire

#### Mouvements de navires

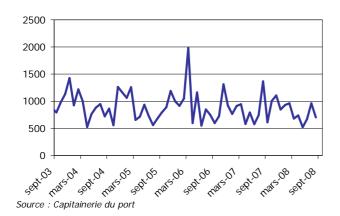




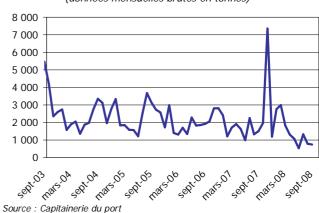


#### Nombre d'heures de travail des dockers

(données mensuelles brutes)

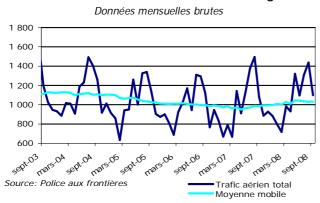


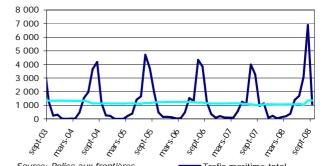
#### Fret Hors produits pétroliers (données mensuelles brutes en tonnes)



#### 1.6 Le tourisme

### Passagers entrés dans l'archipel





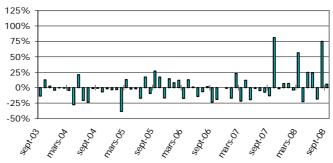
Frafic maritime total

Moyenne mobile

Données mensuelles brutes

Variations mensuelles brutes en glissement annuel du nombre total de passagers entrés dans l'archipel

Source: Police aux frontières



Source: Police aux frontières

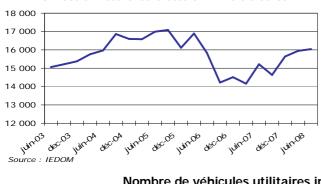
		_	
('oni	onctur	o ocon	omiaue
CUIII	UHCLUI	e ecui	Ulliluue

II. Les entreprises

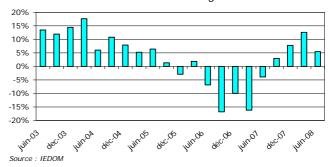
#### 2.1 L'investissement

#### Encours totaux des crédits à l'équipement

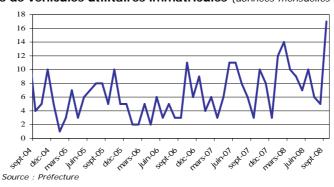
Données trimestrielles brutes en milliers d'euros



Variations trimestrielles brutes en glissement annuel



#### Nombre de véhicules utilitaires immatriculés (données mensuelles brutes)



#### 2.2 Les conditions de financement

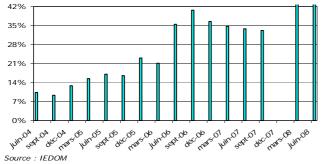
# Encours total des crédits d'exploitation (données trimestrielles brutes en milliers d'euros)



### 2.3 Les indicateurs de vulnérabilité

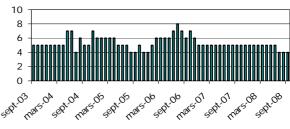
# Créances douteuses brutes / total des crédits

(données trimestrielles brutes)



# Personnes morales interdites bancaires

(données mensuelles brutes)



Source : IEDOM

N. B.: Depuis le premier trimestre 2005, les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat des entrepreneurs individuels sont rattachés aux ménages et n'entrent donc plus en compte dans le calcul de l'encours des entreprises. Les autres types de crédits des entreprises individuelles (équipement, trésorerie...) demeurent classés avec ceux des entreprises.

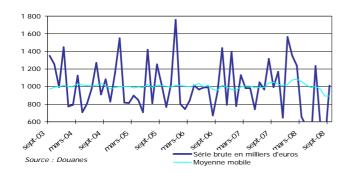
_		_	
('on	ioncture e	conomi	
CUIII	Ullelale		uuc

III. Les ménages

#### 3.1 L'évolution de la consommation

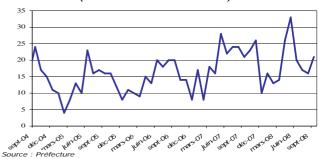
# Importations de produits alimentaires

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



# Nombre d'immatriculations de véhicules de particuliers

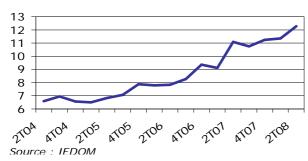
(données mensuelles brutes)



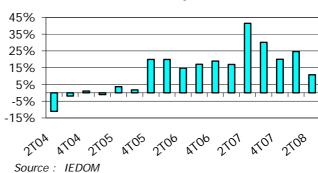
#### 3.2 Le financement de la consommation

#### Encours totaux des crédits à la consommation

Données trimestrielles brutes en millions d'euros



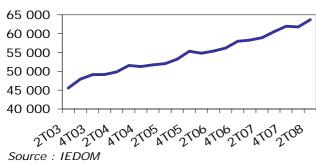
Variations trimestrielles en glissement annuel



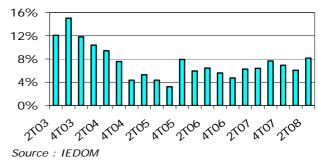
#### 3.3 L'investissement immobilier

#### Encours totaux des crédits à l'habitat

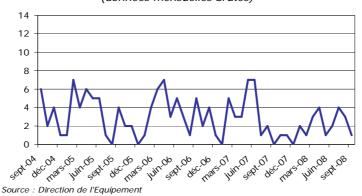
Données trimestrielles brutes en milliers d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



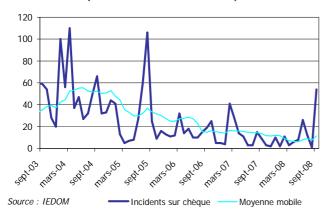
Nombre de permis de construire accordés (résidences principales, secondaires et extensions) (données mensuelles brutes)



### 3.4 La vulnérabilité de la trésorerie

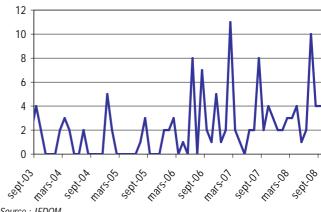
### Incidents de paiement sur chèques

(données mensuelles brutes)



#### Décisions de retrait de cartes bancaires

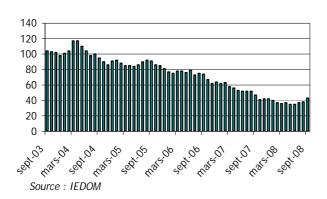
(données mensuelles brutes)



Source : IEDOM

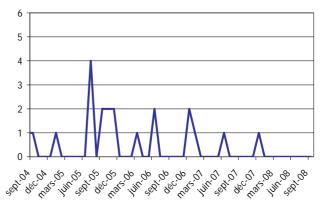
# Personnes physiques interdites bancaires

(données mensuelles brutes)



### Déclarations de surendettement déposées auprès de la Commission

(données mensuelles brutes)

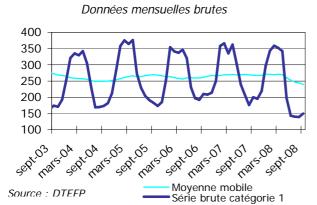


IV. Sélection d	'indicateu	ırs macro	-éconon	niques
			_	

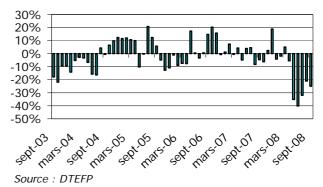
Conjoncture économique

#### 4.1 Marché de l'emploi, RMI

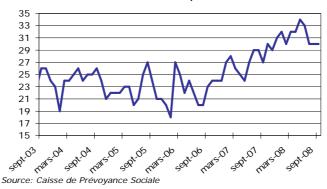
#### Demandeurs d'emploi en fin de mois



Variations mensuelles en glissement annuel

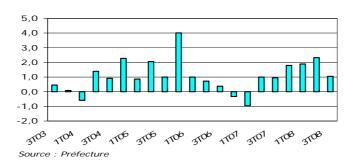


#### Nombre d'allocataires du RMI (données mensuelles brutes)

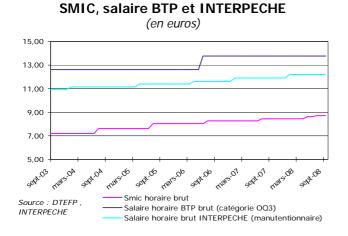


### 4.2 Indice des prix à la consommation

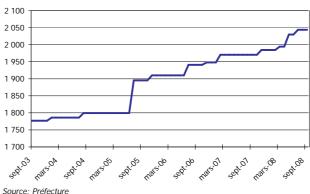
#### Variation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation (en %)



#### 4.3 Salaires



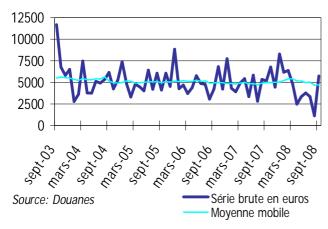
# Traitement mensuel minimum net de la fonction publique (en euros)



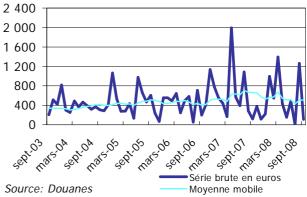
#### 4.4 Commerce extérieur

#### **Importations**

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)

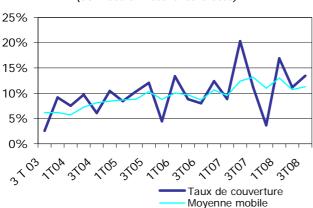


**Exportations** (données mensuelles brutes en milliers d'euros)



#### Taux de couverture

(données trimestrielles brutes)



# Cours de la devise canadienne

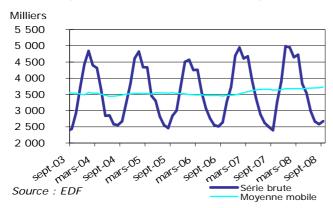
(en euros)



# 4.5 Energie

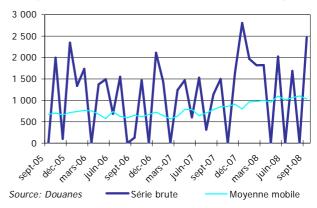
#### Electricité livrée au réseau

(données mensuelles brutes en kWh)



# Importations de produits pétroliers

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



# Marché du travail, emploi, RMI

Indicateurs de	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
chômage										
Demandeurs	173	183	210	200	143	140	139	150	4,9%	-25,0%
d'emploi en										
catégorie 1										
enregistrés en fin de										
mois										
Chômeurs	129	161	158	120	111	114	111	122	9,9%	1,7%
indemnisés										

Source : DTEFP

Demandes et offres d'emploi	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	Cumul 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Demandes d'emploi enregistrées au cours du mois toutes catégories	40	38	62	64	17	27	20	31	302	82,4%	-32,1%
Offres d'emploi enregistrées au cours du mois en catéoorie 1	1	6	6	6	26	8	6	3	67	-88,5%	28,8%

Source : DTEFP

Revenu Minimum d'Insertion	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
Allocataires en fin de mois	26	24	23	27	33	30	30	30	-9,1%	11,1%

Source : CPS

# Indice des prix à la consommation

Indice des prix	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
Indice trimestriel des prix à la consommation Base 100 : déc 2002	103,84	110,38	117,22	117,98	120,09	122,36	125,27	126,59	1,1%	7,3%

Source : Préfecture

# Commerce extérieur

Commerce extérieur	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	0.ml 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Importations totales (en milliers deuros)		14 383	12 025	13 325	19508	17 374	9583	10 220	37 177	-47,6%	-9,4%
Exportations totales (en milliers deuros)		1735	962	1 491	713	2935	1071	1 <i>37</i> 5	5381	92,8%	-4,1%

Source : Douanes

# **Energie**

Energie	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	Cumul 08	sept-08/juin-08	?08 / ?07*
Energie électrique livrée au réseau (données brutes, en millions de kWh)	2,67	2,83	2,64	2,39	2,98	2,66	2,58	2,68	32,58	-10,1%	2,0%
Importations de produits pétroliers (en tonnes)	3 182	3 305	233	2 712	0	2 046	0	3 666	17 670	-85,4%	-8,5%

Source : EDF, douanes

\*  $\Sigma$  08/ $\Sigma$  07

# Investissement des entreprises et vulnérabilité des paiements

Immatriculat.	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	0.mul 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
véhicules											
utilitaires											
Véhicules utilitaires	4	5	3	3	10	6	5	17	90	70,0%	55,2%
neufs immatriculés											

Source : Préfecture

Financement	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-
										07
Erccurs totaux crédits équipement entreprises (millions deuros)	16,861	17,085	14,219	14,636	15,64	15,942	16,043	16,237	1,2%	10,9%

Source : IEDOM

Interdictions	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
bancaires										
Personnes morales	5	4	6	5	5	4	4	4	-20,0%	-20,0%
inscrites au FCC										

Source : IEDOM

# Consommation et vulnérabilité des ménages

Immatriculat. véhicules	sept-04	sept-O5	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	0.ml 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Véhicules de	24	16	20	21	20	17	16	21	176	5,0%	-1,1%
particuliers neufs											
immatriculés											

Source : Préfecture

Financement	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept- 07
Encours totaux crédits à la consommetion (millions d'euros)	6,945	7,066	8,268	10,753	11,241	11,352	12,276	12,921	5,3%	20,2%
Encours totaux crédits habitat (millions d'euros)	51,551	53,215	56,201	60,508	61,978	61,808	63,719	63,842	0,2%	5,5%

Source : IEDOM

Interdictions	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
bancaires et retraits de CB										
Personnes physiques inscrites au FCC	95	91	74	47	35	37	38	43	22,9%	-8,5%
Retrait de cartes bancaires	0	0	2	2	2	10	4	4	100,0%	100,0%

Source : IEDOM

Surendattement	sept-04	sept-O5	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	0.ml 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Dossiers déposés auprès secrétariat Commission de surendattement	1	2	0	0	0	0	0	0	0	-	-100%

Source : IEDOM

\*  $\Sigma$  08/ $\Sigma$  07

# Salaires, revenus, coût de la main d'oeuvre

Salaires	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	sept-08/juin-08	sept-08/sept-07
SMC horaire brut	7,61	8,03	8,27	8,44	8,63	8,71	8,71	8,71	0,9%	3,2%
Salaire horaire brut BTP	12,62	12,62	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	0,0%	0,0%
Salaire horaire brut manutentionnaire Interpêche	11,15	11,39	11,61	11,9	12,2	12,2	12,2	12,2	0,0%	2,5%

Sources : JO, DTEFP, Interpêche

### Sélection d'indicateurs sectoriels

# Secteur primaire

Pêthe	sept-04	sept-O5	sept-06	sept-07	juin08	juil-08	acût-08	sept-08	0.m.l 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Pêdreindustrielle (en kçi)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-100,0%
Pêdreartisanale (en kgdeproduit brut)		257451	266383	247 930	294227	326432	206327	209702	1238716	-28,7%	-11,3%

Source : Affaires maritimes

### **Tourisme**

Tirafic de passagers	sept-04	sept-O5	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	0.m.l 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Tiraficaérien (passagers entrés dans l'archipel)	4156	3803	3730	3952	26%	2499	3349	3844	9 <i>6</i> 92	14,8%	4,6%
Trafic maritime (passagers entrés dans l'archipel)	8992	10357	9391	8202	1440	347	3451	11 006	14 804	218,9%	29,9%

Source : Police aux frontières

# Trafic aéroportuaire et portuaire

Trafic aéroportuaire	sept-04	sept-O5	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	0.ml 08	sept-08/juin-08	?08/?07*
Passagers (entrées et sorties aéroport)	9368	8 187	8 <i>6</i> 27	8926	7071	6219	7882	8537	22638	8,3%	0,14%
Mouvements davions à l'aéroport	967	755	779	674	711	580	638	626	1844	-1,9%	-9,56%
Firet et envois postaux (tornes)	48,38	43,76	41,65	41,28	52,33	45,02	50,66	41,87	137,54	-17,3%	6,94%

Source : Aviation civile

Trafic portuaire	juin04	juin05	juin06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin08	0.m.l 08	juin-08/mars-08	?08/?07*
Mouvements de ravires	238	212	218	216	429	129	83	239	322	188,0%	6,3%
Nontre heures de travail des dockers	2174	2380	2311	1951	2719	2959	2572	1930	4502	-24,9%	-1,6%
Fret (tornes)	1986	2512	1824	2254	1969	2763	1317	1333	9080	1,2%	-6,6%

Source : Capitainerie du Port

Ont participé à la rédaction de ce Bulletin économique :

Vincent REMY-NERIS Victor-Robert NUGENT

### INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Edition: IEDOM

Dépôt légal : Novembre 2008 - ISSN 0296 - 3116

# INSTITUT D'**E**MISSION DES **D**EPARTEMENTS D'**O**UTRE-**M**ER

22, place du Général de Gaulle BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 - Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : <u>www.iedom.fr</u>